

Brochure n° 3209

Convention collective nationale

IDCC : 1446. – **Personnel enseignant hors contrat
et chefs de travaux
exerçant des responsabilités hors contrat
dans les établissements d'enseignement technique privés**
(7^e édition. – Avril 2005)

Brochure n° 3229

Conventions collectives nationales

ENSEIGNEMENT PRIVÉ

IDCC : 1326. – **Maîtres du primaire**
IDCC : 390. – **Professeurs du secondaire**
IDCC : 1334. – **Psychologues**
(6^e édition. – Mai 2005)

■ *Journal officiel* du 6 mai 2006

Arrêté du 25 avril 2006 portant extension d'un accord national professionnel conclu dans le secteur de l'enseignement privé hors contrat

NOR : SOCT0610943A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,
Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;
Vu l'accord national professionnel du 15 juin 2005, relatif à la formation professionnelle, conclu dans le secteur de l'enseignement privé hors contrat ;
Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;
Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 7 août 2005 ;
Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), rendu en sa séance du 16 mars 2006,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans leur champ d'application, les dispositions de l'accord national professionnel du 15 juin 2005, relatif à la formation professionnelle, conclu dans le secteur de l'enseignement privé hors contrat.

Le premier alinéa du point « en matière de formation professionnelle » de l'article 3 (Commission paritaire nationale de l'emploi) est étendu sous réserve de l'application des dispositions du *b* de l'article R. 964-1-4 du code du travail.

Le cinquième alinéa de l'article 5 (Période de professionnalisation) est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 982-4 du code du travail.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 avril 2006.

Pour le ministre et par délégation :
La sous-directrice de la négociation collective,
E. FRICHET-THIRION

Nota. – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2005/30, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,50 €.